

Questions sur l'Italie, N° 10 – 03 novembre 2021

1) Résultats définitifs des élections du 17 octobre et situation politique

Le second tour des élections administratives du 17 octobre a été grosso modo un succès pour le centre gauche : à Rome, le candidat du Parti Démocrate, **Roberto Gualtieri** (né en 1966 –[Photo ci-contre](#)), l'emporte par 60,2% contre celui de la droite, **Enrico Michetti** (39,8% - Né en 1966) qui écrivait en février 2020 : « *Je me demande pourquoi la considération qu'on réserve aux juifs n'est pas accordée aux autres morts (...). Peut-être parce qu'ils ne possèdent pas de banques et n'appartiennent pas aux lobbys capables de décider du sort de la planète* » ; à Turin, **Stefano Lo Russo** (Né en 1975) du PD et du Centre gauche, obtient 59,2% contre les 40,8% du centre droit ; le centre gauche est gagnant aussi à Caserta, Cosenza, Isernia, Latina, Savona, Varese. Le centre droit a gagné dans les villes de Benevento et Trieste (faible majorité de 51,4% contre 48,6% à la gauche). La Lega de **Matteo Salvini** a connu une défaite historique que son leader ne reconnaît que difficilement, tandis que la responsable du groupe néofasciste, **Georgia Meloni**, l'accepte et appelle à l'union de la droite, Lega, Forza Italia de **Berlusconi** et elle.

Où en est-on maintenant en Italie, avec ce gouvernement **Draghi** qui va de l'extrême droite au centre gauche ? L'Italie est une « démocratie » bien particulière : les élections législatives de mars 2018 avaient envoyé au Parlement une majorité (M5s, Lega, ...) hostile aux politiques de rigueur imposées par Bruxelles et se retrouve en 2021 avec ce gouvernement **Draghi** qui applique ces mêmes politiques, sans qu'il y ait eu de nouvelles consultations électorales. On s'explique que les électeurs n'y comprennent plus rien et s'abstiennent (Le « parti abstentionniste » comprenait le 17 octobre 54% du corps électoral !).

De Mario Draghi à la BCE à Mario Draghi au gouvernement !



Rappelons qu'en août 2011, nommé président de la BCE, **Mario Draghi** (photo à gauche) avait imposé à **Silvio Berlusconi**, alors premier ministre, une série de mesures obligatoires pour obtenir l'aide de la banque : réduction des dépenses publiques, réforme des retraites, libéralisation des services, révision des règles de licenciement, baisse des salaires des fonctionnaires. **Berlusconi** ne put s'y opposer et démissionna fin 2011, remplacé par le banquier « expert » **Mario Monti**, à qui succèdent pendant les 7 ans qui suivent **Enrico Letta**, **Matteo Renzi** et **Paolo**

Gentiloni. Tous, dans un accord entre le PD et Forza Italia de Berlusconi tentent d'appliquer ces mesures néolibérales dans une coalition qui sera un peu semblable à celle d'**Emmanuel Macron** en France. En 2018, ce bloc politique s'écroule, passant de 70% des voix à 32%, laissant la place à la Lega de **Matteo Salvini** et au Movimento 5 Stelle (M5s) qui devient le premier parti d'Italie. En février 2021, alors que le Parlement n'a pas changé, après l'échec des alliances M5S / Lega puis M5S / PD, **Mario Draghi**, l'ancien banquier de la BCE, réunit dans le même gouvernement (c'est providentiel) ceux qui avaient accepté ses mesures de 2011 et ceux qui s'y étaient opposés.

Bien sûr **Mario Draghi** continue maintenant l'application de sa politique néolibérale, il a le même conseiller économique que **Mario Monti**, **Francesco Giavazzi** ([photo ci-contre](#)), né en 1949, enseignant à l'Université Bocconi de Milan (celle qui forme les « experts » de la droite italienne, autrefois de la Démocratie Chrétienne), membre de plusieurs Comités exécutifs de banques américaines, théoricien du néolibéralisme à l'américaine, collaborateur d'**Alberto Alesina** (1957-2020), le théoricien d'une austérité fiscale socialement inique. **Draghi** applique de nouvelles réformes en attendant les fonds promis par l'Union Européenne, moins importants que ne le dit la propagande officielle, et se limitant à 66 milliards d'euros sur 6 ans (25 milliards ont déjà été versés), soit 11 milliards par an, 0,7% du Produit Intérieur Brut actuel. Rien qui permette de sortir de la



récession d'aujourd'hui, de régler les problèmes des ménages pauvres, de sortir le Sud de sa misère (hôpitaux, écoles, ramassage des ordures, pollution...), de son chômage et donc des pressions de la mafia et de la camorra, cela permettra seulement d'aider les entreprises les plus concurrentielles, les plus exportatrices et les moins contraintes par une force syndicale. Le bloc politique actuellement au pouvoir ne peut donc conduire qu'à une dégradation des services publics (en particulier des hôpitaux en une période à haut risque sanitaire), à une baisse des salaires, à une réduction de la protection sociale, donc à une aggravation de la situation sociale générale, à une montée de la violence, à une perte de confiance des électeurs (l'abstentionnisme actuel en progression), etc. Un des projets de **Draghi** est de supprimer un impôt, l'IRAP, *Impôt Régional sur les Activités Productives*, le principal à peser sur les entreprises. Il s'emploie aussi à rattraper le retard de l'Italie dans le domaine de l'Intelligence Artificielle.

Draghi est apprécié et en Italie (3^e dans les sondages après **Giuseppe Conte** et **Luca Zaia** – [ci-contre au centre](#)) et en Europe parce qu'il gère correctement la situation, il est compétent (à la différence de dilettantes comme les dirigeants du M5S, **Di Maio** par exemple) et apparemment honnête à titre personnel. Mais il gère, il ne supprimera pas les maux de l'Italie, ni son populisme, ni son manque de projets à long terme, ni l'ouverture au fascisme d'une partie de son gouvernement, la Lega qui ne manque pas une occasion de marquer sa solidarité avec les *Fratelli d'Italia* néofascistes de **Giorgia Meloni**.



Pas d'autre opposition à Draghi que les néofascistes

Et l'opposition ? D'abord, la loi électorale a éliminé du Parlement ce qui restait des petits groupes d'extrême-gauche comme *Rifondazione comunista*. Quant au Parti Démocrate (PD), il est le fruit de la progressive transformation et dégradation du Parti Communiste Italien (dont on a peu fêté le 100^e anniversaire le 21 janvier 2021), surtout à partir de la chute du mur de Berlin en 1989, où il change de nom mais surtout de perspective politique et s'attache à adopter une politique de « troisième voie », devenant peu à peu un parti social-démocrate adepte des théories de **Tony Blair** et de son conseiller politique, le baron **Anthony Giddens** (né en 1938). Il est donc prêt à collaborer avec les forces néocapitalistes, libérales, individualistes, croyant dans les bienfaits du marché libre et dans la « modernisation » de l'économie, et perdant ainsi le soutien des classes populaires toujours plus exploitées et dont les revendications sont considérées comme un obstacle au « progrès ».

L'espace politique, culturel et idéologique se restructure donc dans une structure où il n'y a formellement plus de différence entre la « droite » et la « gauche », mais seulement entre partisans et opposants à l'Union Européenne, pro et anti-immigration, européistes et nationalistes souverainistes où s'emmêlent parfois extrême droite et extrême gauche, favorisant une remontée des néofascismes et de la violence sociale, dans une confusion intellectuelle inimaginable. Dans ces conditions, le triomphe électoral du centre gauche n'a pas vraiment une grande signification, et la seule véritable opposition à **Draghi** est souvent décelée dans *Fratelli d'Italia*. Mais la réalité de la France de



Giorgia Meloni et Marine Le Pen en août

Macron et d'autres États européens, si elle est différente, a souvent beaucoup de points communs avec celle de l'Italie.

La seule chose importante est la progression des mouvements syndicaux et sociaux que l'on constate partout, mais qui restent sans orientation politique précise, comme on l'a vu dans les



Giorgia Meloni, Enrico Michetti et Salvini

affrontements du 9 octobre dernier, avec d'une part une contestation de gauche de la politique actuelle sous couvert d'une opposition au vaccin anti-Covid et au « Green Pass » et d'autre part le saccage fasciste du siège du principal syndicat, la CGIL

En attendant, suivons les grenouillages de droite et de gauche, à l'intérieur de la Lega (tandis que **Salvini** polémiquait avec la Ministre de l'Intérieur, celle-ci recrutait un légiste dans son Ministère, **Roberto Maroni**), les perspectives d'alliances de **Salvini**, **Berlusconi** et **Meloni** contrastées par le passage du maire de Vérone, **Federico Sboarina**, de la Lega à Fratelli d'Italia, les projets de candidature de **Berlusconi** à la Présidence de la République, les difficultés de **Letta** au sein du PD... Nous y reviendrons. Cette année, le sang de saint Janvier ne s'est pas liquéfié, mauvais augure !

2) *Le DDL Zan –Le décret loi d'Alessandro Zan : l'intervention politique du Vatican dans la politique italienne*



Un DDL (*decreto di legge*) est un texte d'origine diverse à faire approuver par le Parlement. **Alessandro Zan** (*ci-contre à gauche*), né en 1973 à Padoue, est élu député en 2013 sur la liste SEL (*Sinistra Ecologia Libertà*) et réélu en 2018 sur celle du PD dans la circonscription Veneto 2 ; c'est un militant actif du mouvement LGBT ; homosexuel déclaré, il se bat pour l'organisation de la GayPride, et pour la reconnaissance en Italie d'un équivalent du Pacs français. En février 2007, il est élu « Européen de la semaine » sur Arte. Dans la législature de 2018, il présente un DDL appelé « DDL Zan » qui vise à combattre l'homophobie, les transphobies et toutes les discriminations (handicap, etc.). C'est ce texte, approuvé par la Chambre des députés,

qui vient d'être enterré par le Sénat fin octobre 2021 sous la pression de Lega et Fratelli d'Italia, par 154 voix contre 131 et 2 abstentions sur 288 présents.

Le DDL Zan présentait des « *mesures de prévention et de lutte contre la discrimination et la violence pour des motifs fondés sur le sexe, sur le genre, sur l'orientation sexuelle, sur l'identité de genre et sur le handicap* ». Il ne s'agit donc pas seulement d'homosexualité et d'homophobie, mais aussi de la violence de genre et de discrimination envers les handicapés, une loi contre le « validisme » (*l'abilismo*), c'est-à-dire la discrimination vis-à-vis des personnes handicapées. La Chambre l'approuve le 04 novembre 2020 en première lecture, mais la Commission Justice du Sénat le bloque pendant des mois : la droite estime qu'il n'y a pas besoin d'une nouvelle loi mais qu'il suffirait de modifier la loi Mancino du 25 juin 1993 qui punit les délits et les discriminations basées sur la nationalité, l'ethnie et le credo religieux. De plus, le 17 juin, le Secrétariat d'État du Vatican, sous la plume de son Ministre des Affaires Étrangères, Mgr **Paul Richard Gallagher**, a demandé à l'Italie de bloquer le texte voté par la Chambre ; c'est la première fois que cela arrivait : selon le Concordat, c'est la CEI (Conférence Episcopale Italienne) qui aurait dû intervenir et non l'État du Vatican. **Matteo Renzi** a alors proposé de modifier les articles 1 et 7 et de supprimer l'article 4, estimés « dangereux » par le Vatican.



L'article 1 propose d'ajouter au code pénal (articles 604 bis et ter) la discrimination basée sur « *le sexe, le genre, l'orientation sexuelle ou sur l'identité de genre ou sur le handicap* ». **Renzi** proposait de ne condamner que les délits concernant « *l'homophobie et la transphobie* », excluant toute référence au « genre ».

L'article 4 est consacré à la liberté d'expression et de choix, à la reconnaissance du pluralisme, pourvu qu'il ne soit pas une incitation à la haine et à la violence. **Renzi** et le Vatican s'y sont fortement opposés, disant que cela risquait de limiter la liberté d'expression de la communauté catholique.

Quant à l'article 7, le plus contesté, il proposait d'instituer pour le 17 mai une journée nationale contre l'homophobie, la lesbophobie, la biphobie et la transphobie (c'est déjà le jour en vigueur sur le plan international) et prévoit que les écoles et les administrations organisent des initiatives tendant à promouvoir la culture du respect et de l'inclusion et à combattre les préjugés et les violences. Le refus du Vatican était basé sur le fait que les écoles privées catholiques auraient aussi dû prendre de telles initiatives, alors que l'article 4 précisait que la loi ne punirait que ceux qui commettraient des actes discriminatoires ou des violences. Ainsi, le Vatican reprend à son compte l'homophobie traditionnelle dans les religions depuis l'Antiquité, oubliant que la faute de Sodome aux yeux de Dieu était moins la tendance homosexuelle que le manque d'hospitalité envers les étrangers. Le Vatican aurait-il peur que ne

soit plus possible la lecture de passages violents de la *Bible* ? Étrange façon d'en faire une lecture littérale !

Serait-ce sous l'influence, comme le souligne **Riccardo Cristiano** dans *Formiche* du 22/06/2021, des évêques américains qui ont obtenu de la Cour Constitutionnelle qu'elle accepte que les structures catholiques qui s'occupent d'adoptions internationales puissent refuser d'assister les couples homosexuels ? Va-t-on priver le catholique **Joe Biden** de son droit à la communion parce qu'il défend le droit à l'avortement, comme le proposent certains évêques ? Il est clair que, pour les conservateurs catholiques, **Letta** est un « faux catholique » et le DDL Zan un « mal » absolu.

Pour faire passer cette « *tagliola* », ce traquenard, il a fallu l'addition des voix de la Lega (**Matteo Salvini**, qui a exulté), de Forza Italia (**Berlusconi**), de Fratelli d'Italia (FdI, **Giorgia Meloni**), mais aussi la majorité de celles de Italia Viva, le groupe de **Matteo Renzi**, qui avait pourtant soutenu le DDL à l'origine, et quelques francs-tireurs, grâce à la décision de vote secret (plus ou moins légal) de la présidente du Sénat, **Elisabetta Casellati** (Forza Italia). **Renzi** n'a pas pu être interviewé : aussitôt après le vote, il est parti en Arabie Saoudite, rendre hommage au roi, soupçonné d'assassinat d'un journaliste... Beaucoup attendent maintenant que le pape s'exprime en personne, au lieu de laisser la place à son Secrétaire d'État. Un bel exemple des grenouillages dont nous parlions : où est dans ces discussions et ces votes l'avis et l'intérêt de la masse des Italiens ?

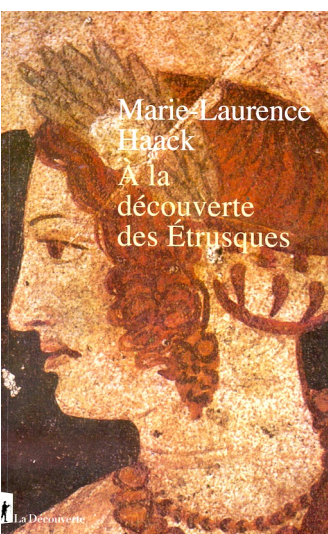
3) *Quelques livres intéressants*

a) Un nouveau livre de **Patty Pravo**, *Minaccia bionda* (Menace blonde), Rizzoli, a cura di **Pino Strabioli** e **Simone Folco**, 192 pages, décembre 2020.

Née en 1948 sous le nom de **Nicoletta Strambelli**, elle devient à partir de 1966, avec sa chanson *Ragazzo triste*, une vedette acclamée dans toute l'Italie, et la « *Ragazza del Piper* » (*La bambola*), le Club



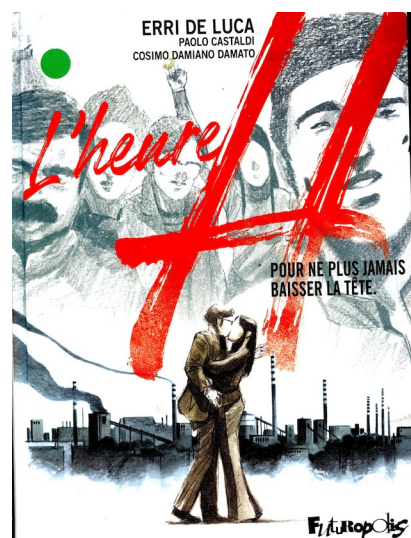
romain, mais bien au-delà, l'interprète d'une nouvelle idéologie de liberté, pas seulement sexuelle, et d'émotivité féminine, qui contribue à casser la vieille pensée démocrate-chrétienne, elle dont les riches parents vénitiens recevaient parfois l'évêque de Venise. Le sous-titre du livre est significatif, « *a modo mio sempre contro tempo* » (à ma façon toujours à contretemps). **Patty Pravo** se raconte à travers environ 200 documents, photos, etc. Un document intéressant sur cette grande chanteuse et sur son temps.



b) **Marie-Laurence Haack**, *À la découverte des Étrusques*, La découverte, 2021, 366 pages. Après tant de publications sur le sujet, voilà un livre nouveau, passionnant parce qu'il ne se contente pas de raconter ce que l'on sait de l'histoire des Étrusques, mais il nous fait connaître celle de tous ceux qui se sont intéressés à cette histoire, historiens depuis l'Antiquité, mais aussi faussaires, pilleurs de tombes pour pouvoir se faire de l'argent en revendant urnes et objets précieux, comme par exemple **Lucien Bonaparte**, le deuxième frère de Napoléon et surtout son épouse **Alexandrine de Bleschamp**, sur leur domaine de Canino et Musignano en Toscane.

L'autrice explore avec d'abondants détails chacun des principaux sites de cette grande civilisation, et elle consacre quelques chapitres originaux, l'un à l'origine des Étrusques qu'elle conclut en montrant après **Massimo Pallottino** que ce n'est pas une question essentielle : « *La question des origines nous en apprend davantage sur les individus qui se sont posé cette question que sur les Étrusques ! La réponse à une question impossible révèle les partis pris, les réseaux, les intérêts dans lesquels sont pris les auteurs pour qu cette question compte* » (p.214). Dans deux chapitres, elle rappelle aussi l'hypothèse courante dès le XIXe siècle d'un génocide des Étrusques par le peuple romain, en citant beaucoup d'œuvres contemporaines, comme *Le Jardin des Finzi Contini* de **Giorgio Bassani**. Cela en fait un livre vivant écrit à partir d'aujourd'hui, loin des écrits d'érudition morte qu'on subit quelquefois.

c) **Erri De Luca, Paolo Castaldi, Cosimo Damiano Damato**, *L'Heure H*, Futuropolis, 2021, 112 pages (traduit de l'italien par **Danièle Valin** à partir de l'édition de Feltrinelli, 2019) et postface d'**Alexandra Schwartzbrod** qui rappelle la vie de lutte toujours menée par **De Luca**. Un récit qui a pour sous-titre « *Pour ne plus jamais baisser la tête* », le travail d'un passeur de mémoire, dit la post-faceuse, des luttes ouvrières des années où on croyait que la révolution était possible pour changer le cours de l'histoire. **Erri De Luca** a lutté toute sa vie pour cela, à *Lotta continua* et dans les usines où il a travaillé. Après son dernier roman, *Impossible* (Gallimard, août 2020), c'est son premier « roman graphique », qui raconte ces luttes du sud pour leur libération économique.



d) Signalons que *Le Monde* a publié toute une page du numéro du 30 octobre au designer et architecte **Michele de Lucchi** (article de **Véronique Lorelle**). Né en 1951 à Ferrare, il a sans doute été un des plus innovants des années 1980 et suivantes, comme dit le journal, il « *bouscule l'ordre établi, à coups de coloris criards, de formes qui ne suivent pas la fonction et de matériaux pauvres* ». Il contribue à fonder les mouvements *Cavart*, *Alchymia* et *Memphis*. Ses lampes (**Artemide ci-contre**), ses chaises, ses canapés, ainsi que ses imprimantes et ordinateurs pour Olivetti sont célèbres. À droite, au centre de l'image, le designer.



Le Monde Diplomatique de mai 2021 avait publié un long article d'**Olivier Pironet** sur **Machiavel**. Il rappelle quelques textes oubliés comme son *Discours sur la première décade de Tite-Live* de 1531, alors qu'on ne retient souvent que *Le Prince*. Machiavel y énonce quelques principes essentiels à la vie d'un État républicain, il serait bien de le relire pour cela, par exemple que l'État est ruiné dès lors que « *les riches seuls et les puissants proposent des lois, bien moins en faveur de la liberté que pour l'accroissement de leur pouvoir* ». Relisez cet article sur Internet... et **Machiavel** pour savoir si, par hasard, nous serions près d'être ruinés !



Et à propos de **Machiavel**, rappelons que **Vincenzo Cuoco** (1770-1823), qui était un de ses lecteurs, écrit dans son *Histoire de la révolution napolitaine de 1799* qu'il est inutile de faire élire le meilleur des hommes dans un régime corrompu, il sera bientôt soumis lui aussi aux forces de corruption. À réfléchir avant les prochaines élections !

Jean Guichard, 03 novembre 2021